

LA NATION ET LE NATIONALISME CROATES AU XIX^e ET AU XX^e SIÈCLE

Nikša STANČIĆ*, Zagreb

«Vive la nation!» fut le cri de ralliement sous lequel l'armée révolutionnaire française a remporté en 1792, lors de la bataille de Valmy, sa première victoire sur l'armée de la coalition des États européens féodaux. Écoutant ce slogan qui se propageait le long de la ligne de confrontation, Johann Wolfgang Goethe – qui se trouvait de l'autre côté du front, en compagnie du prince de Saxe – a compris qu'une nouvelle ère commençât. Le processus de cette restructuration dure encore aujourd'hui, et la Croatie – malgré sa tradition qui remonte à l'État croate indépendant du haut Moyen-Age – dans la dernière de ses étapes, après la chute du bloc de l'Est, et, dans une rude lutte pour la sauvegarde de l'identité nationale croate, vient de se constituer en État indépendant. Elle obtient sa reconnaissance internationale en 1992, exactement deux siècles après la bataille de Valmy.

DE LA BATAILLE DE VALMY À LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

La Croatie a vécu la fin de l'ancienne époque divisée entre quatre États. Le territoire de la Croatie septentrionale, partie de la Hongrie dans le cadre de la monarchie des Habsbourg, avait une individualité politique particulière, façonnée par la tradition et les éléments conservés de la continuité de l'État médiéval croate indépendant qui s'est au XII^e siècle associé à la Hongrie, et qui a, au XVI^e siècle, été inclu dans la Monarchie habsbourgeoise. La Croatie disposait de son propre droit public et d'un domaine de compétences autonome défini par les «droits municipaux», en dépit d'une réduction croissante de ces prérogatives au profit du pouvoir central de Vienne ou de Buda. Cependant, en Croatie du Nord, dans la région frontalière de la Bosnie-Herzégovine turque, des Confins militaires, instaurés au temps des conquêtes et du refoulement de l'empire turc lors des précédents siècles, échappaient à l'administration du *Sabor*¹ et du *ban*² et étaient administrés directement par l'auto-

* Franjo ŠANJEK et Zvonimir FRKA-PETEŠIĆ ont participé à la rédaction du texte, notamment des notes. Ce dernier est, avec le concours de Kristina MATOŠIN, également l'auteur de la version française.

¹ N. D. T.: Diète croate.

² N. D. T.: vicaire-roi croate.

rité militaire autrichienne. Les régions de la côte adriatique plus éloignées de l'ancien territoire national croate ou du territoire ethnique croate, se trouvaient déjà depuis plusieurs siècles sous l'autorité de Venise (Istrie, Dalmatie). Au sud de la côte adriatique, la République de Dubrovnik restera jusqu'à l'aube de l'ère nouvelle préservée et indépendante.

En amenant loin vers l'Ouest, sur le sol croate, une population orthodoxe qui, avec le temps et par l'intermédiaire de l'Église orthodoxe serbe, s'est intégrée à l'ethnie serbe, et, en important l'islam en Bosnie-Herzégovine, les conquêtes turques ont de façon générale laissé une trace durable sur le territoire ethnique croate. La population orthodoxe à l'intérieur des terres turques était une population de bergers³ et apte à être intégrée dans des unités militaires irrégulières destinées à de «petites guerres» aux frontières, de sorte qu'elle fut établie par les autorités ottomanes à la frontière avec la Croatie. Ainsi en la franchissant elle s'incorporait au dispositif de la *Hrvatska Vojna krajina*⁴. Les frontières occidentales du territoire où vivent les Serbes dessinent ainsi en pratique la limite des conquêtes turques en terre croate.

Après la chute de la République de Venise (1797) et la fin des guerres napoléoniennes, les domaines vénitiens de la côte orientale de l'Adriatique, y compris le territoire de Dubrovnik, furent attribués par le Congrès de Vienne en 1815 à la monarchie des Habsbourg. Ainsi, au début du «siècle du réveil des nationalités», la plus grande partie du territoire croate se trouva réunie. L'Istrie et la Dalmatie furent cependant placées sous l'administration directe de Vienne et furent, jusqu'à l'effondrement de la monarchie en 1918, administrativement séparées du Royaume de Croatie⁵. Seuls les Croates de Bosnie-Herzégovine sont restés sous autorité turque. Même après l'occupation de 1878 et l'annexion de 1908 à l'Autriche-Hongrie, ces territoires demeurèrent administrativement séparés de la Croatie.

Lorsque dans la première moitié du XIX^e siècle le nationalisme croate se trouva défini, il dut réaliser ce que la nation française possédait déjà à l'époque de Valmy et ce qu'elle avait hérité de l'État français absolutiste: unifier politiquement le territoire ethnique croate, établir sur son territoire, partagé entre plusieurs États ou administrations, un État national propre et s'assurer la loyauté des autres communautés nationales qui s'efforçaient de rattacher certaines parties du territoire national croate aux États nationaux de leur propre peuple. Alors que personne ne remettait en question l'existence de l'État français après la défaite de la coalition des autres États européens, la Croatie était exposée, à la même époque, aux tendances assimilatrices et aux prétentions territoriales des peuples dirigeants de la monarchie des Habsbourg et des nations voisines. Subsistait l'éventualité que la nation croate, comme tout autre nation établie dans des régions géopolitiquement transitoires et au carrefour d'importants milieux sociaux et culturels, ne demeure durablement partagée entre les États-nations voisins.

³ La plupart étaient d'origine morlaque ou valaque et n'étaient pas sédentaires.

⁴ Confins militaires croates.

⁵ Croatie et Slavonie, c.-à-d. de la Croatie du Nord.

L'identité »juridico-étatique« croate, qui avec l'identité hongroise est la seule à avoir été conservée dans la monarchie des Habsbourg et le statut autonome du noyau de l'État croate au sein de la monarchie des Habsbourg facilitèrent le combat politique des fers de lances du nationalisme croate, mais n'étaient pas la garantie d'un succès. Cependant, le nationalisme croate s'illustra comme un nationalisme de type centre-européen, persévérant dans ses objectifs fixés, et qui a mené son action en faveur de la création d'un État-nation comme but ultime, s'éloignant ou s'approchant de ce dessein en fonction de la constellation des rapports des forces extérieures, de la force des appuis sociaux du nationalisme croate et des relations entre les couches sociales et les groupes qui prétendaient pouvoir le mener. Pour cette raison, de Valmy à la chute du Mur de Berlin, nombreuses furent les conceptions des résolutions de la »question nationale« croate, parmi lesquelles certaines adoptèrent une solution au sein d'États pluri-nationaux (monarchie des Habsbourg, Yougoslavie), d'autres ont tendu vers l'établissement d'un État-nation indépendant.

»QUE DIEU PROTÈGE LA CONSTITUTION HONGROISE, LE ROYAUME DE CROATIE
ET NOTRE NATIONALITÉ ILLYRIENNE!«

Le nationalisme centre-européen précoce s'est fondé sur le principe du patriotisme des Lumières et une conscience de la nation comme communauté culturelle fondée avant tout sur une langue commune. Pour ce type de nationalisme, l'achèvement de la nation n'était pas l'État-nation, puisque la possibilité d'affirmation de l'identité nationale suffisait à faire accepter la loyauté envers les États existants. Aussi, le nationalisme croate précoce, qui se manifesta sous la forme du mouvement de la *renaissance nationale croate*, caractéristique des mouvements nationaux de la première moitié du XIX^e chez les peuples centre-européens, a-t-il milité pour un statut plus autonome de la Croatie dans le cadre de la Hongrie et de la monarchie des Habsbourg en général.

Ljudevit Gaj, leader de la *renaissance nationale croate* résumait ainsi le programme du mouvement: »*Que Dieu protège la Constitution hongroise, le Royaume de Croatie et notre nationalité illyrienne!*«⁶

Dans la monarchie des Habsbourg encore féodale, outre le pouvoir politique réel, seuls comptaient les arguments du droit historique d'État. Dans sa lutte politique, le mouvement de la *renaissance nationale croate* s'opposa au centralisme viennois en s'appuyant sur la commune constitutionnalité hongroise et croate. Il a résisté d'autre part, aux prétentions magyares, invoquant les »droits municipaux« (»*iura municipalia*«).⁷ C'est s'appuyant sur ces derniers qu'il a réclamé l'unification des territoires historiques de l'État croate et la restauration de son indépendance politique; sans remettre en question le cadre des »terres de la Couronne de St.-Étienne« c'est-à-dire de la Hongrie. C'est en ce sens que les protagonistes du mouvement ont affirmé le »croatisme politique«.⁸

⁶ Jaroslav ŠIDAK etc., *Hrvatski narodni preporod – Ilirski pokret* [Le mouvement de la renaissance nationale croate – le mouvement illyrien], Zagreb 1988; *ibid.* Studije iz hrvatske povijesti XIX. stoljeća, Zagreb 1973.

⁷ Josip KUŠEVIĆ, *De municipalibus iuribus et statutis Regnorum Dalmatiae, Croatiae et Slavoniae*, Zagreb 1830.

⁸ Ljudevit VUKOTINOVIĆ, *Ilirizam i kroatizam* [Illyrisme et croatisme], Kolo 2, Zagreb 1842.

Bien au contraire, ces protagonistes ont accepté l'idée slave qui, sous l'aspect national et culturel, formait le cadre général des idéologies des mouvements nationaux chez les peuples slaves de la monarchie des Habsbourg. L'idée se fondait sur le modèle idéologique du nationalisme centre-européen, selon lequel la langue est le caractère essentiel de la nation, et sur la supposition d'une unité linguistique passée de tous les Slaves. C'est précisément à l'époque de la phase finale de formation de la langue littéraire croate (lorsque pour langue nationale standardisée, fut choisi le »štokavien«⁹, dialecte croate qui dans la littérature était déjà standardisée depuis des siècles), qu'est également initiée la réforme de la langue standardisée serbe, fondée jusqu'alors sur la symbiose du »slavo-serbe« et de la langue populaire. Vuk S. Karadžić, soutenu par Jernej Kopitar, interrompant le processus en cours, a proposé la langue populaire, plus exactement le standard de la chanson populaire, comme référence de la langue littéraire serbe. La majorité des Croates et des Serbes, particulièrement dans les régions qui les accueillaient communément, parlaient des sous-dialectes du même dialecte »štokavien«, les autorités linguistiques slavisantes, comme le Slovène Kopitar et le Slovaque P. J. Šafárik, ne faisant aucune différence entre la langue populaire et la langue standard, proclamèrent »langue« serbe, le dialecte »štokavien«. Conséquence: tous les Croates locuteurs de ce dialecte furent proclamés *Serbes*, et les autres *Slovènes*. Cette approche est devenue un élément de l'idéologie nationale serbe.¹⁰ Les protagonistes du mouvement de la *renaissance nationale croate* ont qualifié celui-ci de mouvement *illyrien*, et tous les Slaves du Sud d'*Illyriens*, en accord avec la tradition culturelle croate et l'approche d'une partie de l'historiographie selon laquelle les Slaves du Sud sont les descendants des Illyriens de l'Antiquité. Néanmoins, l'existence d'identités historiques particulières n'a pas été niée et ainsi les »Illyriens« furent partagés en »tribus«: les Croates, les Slovènes, les Serbes et les Bulgares.¹¹

»Illyrisme et croatisme«¹² avaient donc dans le mouvement de la *renaissance nationale croate* des fonctions différentes. Le »croatisme« affirmait l'identité »ethnique« croate et l'indépendance politique de la Croatie. L' »Illyrisme«, l'idée sud-slave du mouvement de la *renaissance nationale croate*, découlait des besoins spécifiques de l'intégration nationa-

⁹ Le dialecte »štokavien« se nomme ainsi en raison de la forme caractéristique qu'y prend le pronom interrogatif »što« = que.

¹⁰ Vuk Stefanović KARADŽIĆ parle du peuple serbe ayant trois confessions – catholique romaine, musulmane et orthodoxe. Cf. son article »les Serbes, tous et partout«, impr. 1849, dans *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe. Rassemblés, traduits et commentés par Mirko GRMEK, Marc GJIDARA et Neven ŠIMAC*, Paris, Fayard éd., 1993. (Tous les documents sont publiés dans leur version originale dans *Etničko čišćenje. Povijesni dokumenti o jednoj srpskoj ideologiji*, Zagreb, 1993.), Cf.: *Izvori velikosrpske agresije, Rasprave, dokumenti, kartografski prikazi*, [Les origines de l'agression grand-serbe, Débats, documents, illustrations cartographiques], Zagreb, 1991.

¹¹ Sur la formation du mouvement de la renaissance croate voir Nikša STANČIĆ, *Die kroatische Variante des mitteleuropäischen Modells des nationalen Ideologien. Das Modell der »Sprachnation« und die Entwicklung der Ideologie der kroatischen nationalen Wiedergeburtbewegung in den Jahren 1830–1835, Österreichische Osthefte* 37 (1995) 2, 402–422. (volume séparé sous le titre de: *Kroatien. Landeskunde-Geschichte-Kultur-Politik-Wirtschaft-Recht*); Nikša STANČIĆ, Gajeva »*Još Hrvatska ni propala*« [La Croatie ne s'est pas encore effondrée] de 1832–1833, *Idéologie de Ljudevit GAJ pendant la période préparatoire du mouvement de la renaissance croate*, Zagreb 1989.

¹² cf. le titre de l'article programmatique de Lj. VUKOTINOVIĆ; ci-dessus note 8.

le croate et plus largement de la situation de la Croatie de l'époque. L'idée sud-slave donnait à ce mouvement une force de résistance dans les luttes politiques et dans l'opposition aux tendances assimilatrices des peuples dirigeants non-slaves, et neutralisait, vers l'intérieur, les particularismes régionaux tenaces, hérités de l'histoire, assurant la collaboration des serbes de Croatie au mouvement de la *renaissance nationale croate*. En outre, l'idée sud-slave orientait la Croatie vers ses territoires ethniques et historiques de Bosnie-Herzégovine et au-delà vers les terres sud-slaves. La Croatie, pays sud-slave dont l'organisation sociale était la plus développée, fut donc investie d'une mission: introduire les processus de modernisation et partant, de l'eupéanisation des Balkans¹³. L'idée sud-slave du mouvement croate a suscité la solidarité des mouvements nationaux slaves et sud-slaves et a assuré la collaboration des Serbes de Croatie au mouvement »illyrien«. Simultanément et paradoxalement au premier abord, elle a neutralisé les idéologies qui, chez les mouvements nationaux slaves, et avant tout chez les Serbes, niaient l'existence de l'identité nationale croate, et qui ralentissaient le processus de l'individualisation nationale croate vis-à-vis des autres nations slaves et sud-slaves, et en particulier de la nation serbe.

L'AUSTROSLAVISME, LE YOUGOSLAVISME ET LA CONCEPTION CROATE DE L'ÉTAT

La Révolution de 1848 a créé, au sein de la monarchie habsbourgeoise, un nouveau rapport de force dans lequel le mouvement croate se devait de modifier la politique de loyauté envers l'encadrement hongrois menée jusque là. La Hongrie, sous le régime de l'union personnelle avec la partie autrichienne de la monarchie des Habsbourg, accédant pratiquement à l'autonomie, a tenté simultanément de contenir le mouvement émancipateur croate, d'anéantir complètement le statut autonome croate, d'arracher des parties du territoire croate et de magyariser la Croatie. Au même moment, le mouvement allemand en Autriche et dans les États allemands tentait de réaliser l'unification des Allemands sur la base d'un programme pangermanique. Deux possibilités se sont donc présentées: d'une part, la dislocation de la monarchie des Habsbourg et la création d'une grande Allemagne, et d'autre part, la formation d'une grande Hongrie, les deux pays abritant les peuples slaves. Au vu des circonstances, le mouvement croate a adopté la politique austroslaviste, devenue celle de tous les mouvements slaves de la monarchie des Habsbourg. Le programme de l'austroslavisme partait de l'hypothèse qu'il était dans l'intérêt des peuples slaves de préserver l'Autriche, mais pas n'importe laquelle: une Autriche réformée sur les principes du fédéralisme. Tel quel il fut approuvé par le Sabor, la première diète croate des citoyens et non-aristocratique. Puis, rompant toutes les relations »juridico-étatiques« existantes avec la Hongrie, le Sabor présenta une proposition de transformation en fédération de la monarchie des Habsbourg et proposa une association de type fédéral des terres sud-slaves de la Monarchie – la Croatie, les terres slovènes et la Voïvodine serbe formée sur le territoire de la Hongrie méridionale.¹⁴

¹³ Pour Mgr Strossmayer, l'un des penseurs de l'idéologie sud-slave (yougoslave), l'eupéanisation des Bulgares, des Serbes et des autres peuples slaves des Balkans passait inéluctablement par Zagreb.

¹⁴ Sur les événements de 1848 en Croatie cf. Jaroslav ŠIDAK, *Studije iz hrvatske povijesti za revolucije 1848-*

Parallèlement à l'étouffement des mouvements nationaux slaves la Cour impériale a également mené une politique par laquelle elle voulait seule prendre le contrôle de l'unification des Allemands et faire de Vienne le centre de la future Allemagne unifiée. Elle a continué cette politique même après l'abolition de l'absolutisme en 1860. C'est pour cette raison que le puissant *Parti national croate*¹⁵ a repris en renouvelant le programme austroslaviste. Cependant, par crainte d'une suprématie allemande au cas où l'unification allemande interviendrait au sein de la monarchie des Habsbourg, le *Parti national* a complété ce programme par une proposition de restauration des relations avec la Hongrie, mais sur une base égalitaire et avec reconnaissance préalable du statut »juridico-étatique« autonome de la Croatie au sein de la monarchie des Habsbourg.

L'Entente de Vienne et de Budapest qui fut à l'origine de l'Autriche-Hongrie, malgré une influence prééminente de Vienne dans les affaires d'État, avec un partage du pouvoir destiné à dominer les autres peuples, principalement slaves, fut un nouvel échec pour la politique croate austroslaviste. La Croatie septentrionale, centre de la vie politique et nationale du pays, fut abandonnée à la partie hongroise, les régions de Dalmatie et d'Istrie restèrent à la partie autrichienne de la double monarchie. Le statut autonome de la Croatie, défini par son droit public, fut reconnu par la cour et la Hongrie (et uniquement à la Croatie parmi toutes les entités formant l'Autriche-Hongrie). La Croatie signa ainsi avec la Hongrie une entente croato-hongroise séparée (en 1868). Par cette entente, le pays conserva son Sabor, son ban, son gouvernement, et son autorité sur l'administration, la justice et l'éducation. Son autonomie limitée était cependant limitée sur les parties hongroises du pays. La Croatie conservera ce statut jusqu'à l'effondrement de la monarchie duale.

Le *Parti national*, sous la direction morale de l'évêque Josip Juraj Strossmayer, connu en Europe pour ses prises de position au Concile du Vatican en 1869–1870, défendant les thèses du catholicisme libéral, continua la lutte contre le système dualiste et pour un statut plus autonome de la Croatie en vue de la création d'un État moderne¹⁶. Simultanément, il perpétua la tradition de l'idée »illyrienne«, désormais sous le nom *yougoslave*¹⁷, percevant la Croatie et Zagreb comme le centre culturel des Slaves du Sud. Les crises et les guerres, qui ont remis en cause l'existence même de la monarchie des Habsbourg, furent les prétextes qui permirent à l'idée yougoslave de se présenter comme idée politique. Le *Parti national* n'envisagea pas d'exploiter le possible effondrement de la monarchie des Habs-

1849 [Études de l'histoire croate pendant la révolution 1848–1849]; Bernard MICHEL, *Nations et nationalismes en Europe centrale XIX^e–XX^e siècle*, Paris 1995.

¹⁵ »Hrvatska narodna stranka«.

¹⁶ A propos de la Croatie dans la deuxième moitié du XIX^e siècle voir Mirjana GROSS, *Die Anfänge des modernen Kroatens*, Weimar-Wien-Köln (Böhlau) 1993. – Pour plus de détail voir les ouvrages Mirjana GROSS, *Počeci moderne Hrvatske, Neoapsolutizam u civilnoj Hrvatskoj i Slavoniji 1850–1860*, [Les débuts de la Croatie moderne, »le Néoabsolutisme dans la Croatie civile et la Slavonie 1850–1860«], Zagreb (Globus) 1985; Mirjana GROSS – Agneza SZABO, *Prema hrvatskom građanskom društvu, Društveni razvoj u civilnoj Hrvatskoj i Slavoniji šezdesetih i sedamdesetih godina 19. stoljeća*, [Vers la société citoyenne croate, »Le développement social dans la Croatie civile et la Slavonie durant les années soixante et soixante dix du XIX^e siècle«], Zagreb (Globus) 1992.

¹⁷ N. D. T.: slave du Sud.

bourg pour créer une Croatie indépendante, par peur de voisiner avec une grande Allemagne unifiée et de se voir intégré dans une grande Hongrie indépendante, mais il perçut la solution dans la création d'un État sud-slave. Aussi, lors de la crise provoquée par la guerre austro-prussienne, conclut-il en 1867 un accord secret avec le gouvernement de la principauté de Serbie sur les efforts communs destinés à créer un État yougoslave.¹⁸

Le *Parti national* entendait conserver le statut autonome de la Croatie dans le cadre de l'État yougoslave, insistant sur son organisation fédérale interne. Cependant, la politique croate se trouva dès lors confrontée avec la politique serbe qui avec le *Načertanije*¹⁹ de 1844, programme de politique nationale de la principauté serbe de l'époque, prônait l'établissement d'une grande Serbie. Pour le chef du gouvernement serbe, Ilija Garašanin, idéologue du *Načertanije*, le plus important était de s'assurer, par le biais d'un accord, le soutien du *Parti national croate* dans l'objectif du rattachement de la Bosnie à la Serbie.

Bien que porteur de l'idée yougoslave, le *Parti national* concevait la Croatie en tant qu'État national croate. Et c'est précisément sur la question du fondement de la souveraineté nationale que sont apparus les premiers conflits entre les politiques croate et serbe en Croatie. Les Serbes de Croatie soutenaient la lutte pour un plus grand degré d'autonomie de la Croatie, y voyant également un intérêt personnel. Toutefois, ils exigeaient que les Serbes soient reconnus en qualité de «peuple politique» de Croatie: ils ne reconnaissaient pas la Croatie comme État-nation croate, mais comme un État serbo-croate, et exigeaient qu'aux côtés des Croates, les Serbes de Croatie soient également reconnus comme porteurs de la souveraineté de la Croatie. Lorsque cette exigence fut énoncée pour la première fois au Sabor en 1866, tous les députés croates s'y opposèrent, y compris les plus fervents partisans de l'idée yougoslave. Ils s'aperçurent que désigner les Serbes comme porteurs de la souveraineté croate équivaldrait à reconnaître à la minorité serbe en Croatie des droits lui permettant, à un moment donné et en accord avec le programme grand-serbe, de faire sécession et de rattacher les territoires croates qui l'abrite au futur État grand-serbe souhaité. Les polémiques qui suivirent confirmèrent cette analyse. C'est à cette époque au demeurant que fut pour la première fois formulée la menace selon laquelle la Serbie définira ses frontières par les armes, en Bosnie et en Croatie. »Zastava« [*le drapeau*], organe de presse de Svetozar Miletić, leader du mouvement national serbe en Hongrie, a prévenu les députés du Sabor croate en 1866 qu'ils devaient tenir compte des arsenaux militaires en Serbie, de la »forêt de fusils et de canons qui un jour, lorsque viendra le moment du règlement de comptes, délimiteront par leur feu et leur tonnerre, les frontières serbes et de la serbité«.²⁰

¹⁸ Petar KORUNIĆ, *Jugoslavenska ideja u hrvatskoj politici 1866-1868*, [L'idée yougoslave dans la politique croate 1866-1868], Publication de l'Institut des sciences historiques du centre de recherches de l'Académie yougoslave des Sciences et des Arts 11, Zagreb 1981. A propos de la compréhension de l'État-nation chez les Croates voir *Nations et nationalismes*. Les dossiers de l'État du monde, Paris 1995, 108-110. Le lecteur trouvera des informations et des commentaires intéressants sur le même sujet, dans Joseph KRULIĆ, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Paris 1993.

¹⁹ »Le dessin« [d'une grande Serbie].

²⁰ cf. Nikša STANČIĆ, *O nekim problemima iz povijesti Hrvatskoga narodnog preporoda u Dalmaciji, napose o Mihovilu Pavlinoviću i Svetozaru Miletiću*, [A propos de quelques problèmes provenant de l'histoire du

La collaboration des Croates et des Serbes dans la lutte pour l'unification des territoires croates et une autonomie plus importante de la Croatie s'est rompue sur la question de l'attribution de la souveraineté croate, la délimitation des États croate et serbe et du rôle de la Croatie et de la Serbie dans la résolution de la «question d'Orient». Ces mêmes questions ont été soulevées pour l'avenir de la Bosnie-Herzégovine en rapport avec le soulèvement bosno-herzégovinien (1875-1878) et l'occupation des ces régions par l'Autriche-Hongrie.

Le *Parti national* percevait le pouvoir turc en Bosnie-Herzégovine, du point de vue de la civilisation et du modernisme, comme un système non-européen et tyrannique qu'il fallait éliminer le plus tôt possible, et peu importe de savoir qui s'en chargerait. D'autre part, le *Parti national* abordait la question de la libération de la Bosnie-Herzégovine par sa contribution à la création d'un État yougoslave organisé de manière fédérale, et était d'avis que ces régions devaient être libérés par le «frère qui y arriverait le premier»,²¹ soit la Serbie soit la Croatie. La politique serbe considérait au contraire que la Bosnie revenait uniquement à la Serbie. Les politiques et les idées nationales serbe et croate se sont confrontées sur la question de l'appartenance de la Bosnie-Herzégovine. L'apparition sur la scène politique croate du *Parti du Droit*,²² qui tout en rejetant l'idée yougoslave considérait que la Bosnie-Herzégovine revenait historiquement et nationalement à la Croatie, a contribué à polariser ces deux politiques.

Dès lors, les politiques croate et serbe cessent de collaborer, tandis que les forces politiques serbes en Croatie commencent à s'organiser à part et instaurent une étroite coopération avec les forces qui s'opposaient plus à l'unification du territoire croate qu'à un degré plus important d'autonomie politique.

LA CONCEPTION CROATE DE L'ÉTAT

L'idéologie du *Parti du Droit* (*Parti du Droit public* croate) a commencé à se structurer à la suite de l'effondrement de la Révolution de 1848/49, après que l'idée sud-slave et la politique tendant à résoudre la question croate dans le cadre de la monarchie des Habsbourg se soient révélées inefficaces. L'idéologie du *Parti du Droit* prône une idée nationale croate précise et donne à la nation croate une individualité propre, liée à aucune autre nation. C'est pour cette raison qu'elle rejeta catégoriquement l'idée yougoslave. Elle part

mouvement de la renaissance croate en Dalmatie, particulièrement sur Mihovil Pavlinović et Svetozar Miličić], *Časopis za suvremenu povijest* 7 (1975) 2, 171-188. La tension entre les Serbes et les Croates atteint un «point de non retour» en 1902 à cause de l'article de Nikola STOJADINOVIĆ, «Jusqu'à l'extermination, la nôtre ou la vôtre», *Srbobran*, 9/10, août 1902, cf. M. GRMEK, etc. *Le nettoyage ethnique*, Paris, (Fayard) 1933, 86-93; P. CABANEL, *Nation, nationalités et nationalismes en Europe 1850-1920*, Paris, 1995, 135-150.

²¹ Mihovil PAVLINOVIĆ, *Hrvatski razgovori* [Discussions croates], Zadar 1877. (reprint, Zagreb 1994, rassemblé par Nikša STANČIĆ).

²² «Hrvatska Stranka Prava» (HSP) fonde sa politique sur le droit inaliénable du royaume médiéval croate. C'était une idéologie nationaliste romantique fondée sur le droit naturel et historico-étatique croate (d'où son nom) d'où fut déduit le droit du peuple croate souverain à jouir d'un statut indépendant vis-à-vis du suzerain et des autres nations et États.

du point de vue que la nation ne peut être uniquement et pleinement réalisée dans le cadre d'un État national propre. L'un de ses principaux programmes était que l'instauration d'un État croate indépendant en dehors du cadre de la Hongrie, de la monarchie des Habsbourg ou d'un éventuel État sud-slave.²³

Le *Parti du Droit* rassemble en 1860 un petit nombre de sympathisants. Le nationalisme radical du parti amena cependant son leader, Ante Starčević, à douter de l'action politique. En effet, ce dernier qualifiait de trahison nationale toutes les tentatives des principales forces politiques visant à modifier le statut de la Croatie dans le cadre de la monarchie des Habsbourg. Il estimait que le travail de son parti devait être orienté vers une éducation politique – et il s'y est consacré personnellement – car il était convaincu qu'une nation croate «éveillée» créerait une Croatie indépendante. Il voyait dans l'action des puissances européennes, qui provoquerait la chute de la monarchie des Habsbourg, une possibilité d'émancipation plus précoce pour la Croatie.

Le deuxième fondateur du *Parti du Droit*, l'officier de l'armée impériale Eugen Kvaternik, se faisait l'avocat d'une action directe auprès des puissances européennes en faveur de la création d'une Croatie autonome. Sous l'absolutisme des années 1850, il fut le premier émigrant politique croate de l'histoire moderne, qui partit séjourner et travailler en Russie, en France et en Italie. Il voulait faire connaître la question croate à l'Europe par son livre qu'il avait voulu intituler «la Croatie devant l'Europe»²⁴ et la persuader que la Croatie possédait une identité «historico-étatique» propre et que l'instauration d'une Croatie indépendante était dans l'intérêt de l'Europe. Il acheva par ailleurs son livre par une exclamation révélatrice: «Finis Austria!» Son espoir de soutien à la Croatie, il l'avait tout particulièrement placé en Napoléon III qui soutenait les mouvements nationaux en Europe.

Lorsque le *Parti national* a renoncé à résister au dualisme et, s'est progressivement fondu aux «unionistes», partisans d'une étroite association de la Croatie à la Hongrie, pour devenir le parti des classes sociales supérieures, puis le parti allié au pouvoir, le *Parti du Droit* a commencé à prendre la tête du mouvement national. La société croate était alors déjà plus fortement stratifiée, et le *Parti du Droit*, en tant qu'opposition radicale, recueillit le soutien de nouvelles franges de la petite et moyenne bourgeoisie qui faisaient leur entrée dans la vie politique. Les pressions exercées lors des élections et l'exigence d'un certain niveau de fortune, condamnaient le *Parti du Droit* à n'être qu'au mieux le principal parti d'opposition.

L'idéologie de l'«illyrisme» et du *Parti national* a jusqu'alors rempli avec succès son rôle de défenseur de l'identité nationale croate face aux nations majoritaires et dirigeantes allemande et hongroise. Le devoir qui a incombé au *Parti du Droit*, dans les controverses qui commençaient à émerger, était d'affirmer cette identité vis-à-vis de la nation serbe. Le modèle idéologique de la «nation linguistique» avait été épuisé par la politique de conver-

²³ A propos du parti du Droit cf. Mirjana GROSS, *Povijest pravaške ideologije*, [Histoire de l'idéologie du parti du Droit], Zagreb 1973.

²⁴ Eugen KVATERNIK, *La Croatie et la Confédération italienne*, Paris 1859. L'ouvrage a été publié anonymement, et est parfois, à tort, attribué à L. LEOUZON LE DUC qui l'a préfacé.

gence linguistique sud-slave et croato-serbe de l'idéologie du *Parti national* croate. Le *Parti du Droit* a donc repris le modèle de l'«État-nation» (prenant exemple sur le modèle français et hongrois), et partant du point de vue selon lequel l'État croate, instauré par les Croates à leur arrivée sur les rives orientales de l'Adriatique au VII^e siècle et le droit «historico-étatique» croate encore vivace, constituaient la preuve de l'individualité nationale croate. C'est précisément un caractère étatique particulier qui devait établir une différenciation entre Croates et Serbes et faire disparaître l'idée reçue d'une identité sud-slave. Dans cette optique, faisaient partie de la nation croate tous les habitants de l'État croate, plus précisément tous les habitants qui vivaient sur le territoire sur lequel s'étendait le droit public croate. Selon l'interprétation de l'histoire croate dans l'idéologie du *Parti du Droit*, les Serbes et les Slovènes habitent des territoires sur lesquels s'étendait ou s'étend toujours l'État croate, et sont donc membres de la nation croate.

»LA STAGNATION COLOSSALE« DANS LA MONARCHIE DES HABSBOURG
ET LE BLOCAGE DE LA »QUESTION CROATE«

Jusqu'à la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, malgré les limites imposées par le gouvernement hongrois, la société croate s'est modernisée; la bourgeoisie s'est renforcée; la classe ouvrière est apparue; le monde rural est sorti de la longue crise commencée au milieu du XIX^e siècle après l'abolition des rapports féodaux, et le mouvement national s'est ramifié, conséquence de la nouvelle stratification de la société. Les anciens partis proposaient des programmes nouveaux, se fractionnaient et se restructuraient, tandis que de nouveaux partis voyaient le jour. Le *Parti autonome du Droit*²⁵ (inauguré en 1910 par une unification graduelle du *Parti du Droit*, du *Parti national indépendant*²⁶ et du nouveau *Parti progressiste*²⁷) ressemblait la haute bourgeoisie et se transformait en opposition modérée. Le *Véritable Parti du Droit*²⁸ de Josip Frank, qui fit scission du *Parti du Droit* en 1895, comptant sur la mentalité de la petite bourgeoisie, tentait de se présenter comme un appui idéal du régime dualiste en Croatie. Plus tard, il chercha le soutien des cercles proches de François-Ferdinand qui aspiraient à abolir le dualisme et à établir une «grande Autriche» centralisée. Frank croyait en la possibilité d'une réorganisation tripartite de la double monarchie au sein de laquelle la «grande Croatie» serait instaurée comme troisième entité (intégrant la Croatie, les terres slovènes et la Bosnie-Herzégovine) et constituerait le pilier du «Drang» sur son parcours à travers les Balkans. Seul le *Parti du Droit de Starčević*²⁹ (qui fit scission du *Parti du Droit* en 1908) persévérait dans son programme de résolution de la question croate hors du cadre de la monarchie des Habsbourg. De nouveaux partis, qui représentaient les couches sociales non bourgeoises, apparurent: le *Parti*

²⁵ »Hrvatska samostalna stranka Prava«.

²⁶ »Neodvisna Narodna stranka«.

²⁷ »Napredna stranka«.

²⁸ »Hrvatska Čista stranka Prava«.

²⁹ »Starčevićanska stranka Prava«.

social-démocrate et le *Parti paysan* de Stjepan Radić qui prônait un programme austroslaviste.

La crise hongroise de 1905 a donné l'occasion à l'opposition croate renforcée de mettre aussi la question croate à l'ordre du jour. Avec Franjo Supilo à sa tête, elle voyait l'alliance germano-autrichienne, dans le cadre de la Triple Alliance et de la politique allemande du »Drang nach Osten«, comme le principal obstacle à l'abolition du dualisme et, au changement du statut assujéti de la Croatie. Par la politique du »nouveau cours«, elle entendait unifier toutes les forces qui étaient sur le chemin du »Drang«: la Croatie, la Hongrie, l'Italie et la Serbie – cette dernière s'était libérée de l'influence de l'Autriche-Hongrie en 1903– s'était appuyée sur la Russie et, de façon médiate, sur l'Entente. Pour cette raison, par la *Résolution de Rijeka*, l'opposition croate proposa son soutien à son homologue hongroise dans leur combat pour l'autonomie de la Hongrie, cherchant en retour un changement du statut de la Croatie et l'unification des territoires croates.

Comme condition préalable au succès d'une telle politique, l'opposition croate misait sur l'action commune des forces croates et serbes en Croatie. Les forces politiques serbes se sont montrées favorables à une telle collaboration. Après les changements intervenus en Serbie, elles étaient devenues un appui peu fiable du régime et commençaient à perdre son soutien. Ainsi, après deux décennies de confrontation, la collaboration des forces politiques croates et serbes se renouvelait dans la lutte pour l'unification du territoire croate et pour une plus grande autonomie de la Croatie. En 1905, une *Coalition croato-serbe* s'instaure qui réunit tous les partis d'opposition bourgeois modérés croates et serbes. Lorsque le gouvernement hongrois abandonna son régime répressif en Croatie, la Coalition remporta les élections de 1906, devint la plus forte formation politique de Croatie, qui, en accord avec le gouvernement hongrois, participera de façon éphémère au pouvoir.

A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle l'Autriche-Hongrie est un État organisé, mais donne à ses contemporains l'impression d'une »colossale stagnation«³⁰. Les réformes sociales et politiques adoptées en 1848/49 ont assuré la suprématie à la cour, à l'aristocratie et à l'armée dans la monarchie des Habsbourg, et freina la démocratisation qu'apportaient les temps nouveaux. Le système dualiste figé rendait impossible la résolution de la question nationale, entraînant de sérieuses crises internes qui ne furent résolues. Ainsi, la crise hongroise fut également dénouée par la force. Le gouvernement hongrois revenait à une politique dualiste et rétablissait ses pressions sur la Croatie, entraînant la Coalition croato-serbe à rompre toute collaboration et à passer dans l'opposition.

LE CHOIX ENTRE LE MORCELLEMENT DE LA CROATIE ET LA YOUGOSLAVIE

La Première Guerre mondiale (1914–1918) a surpris la Croatie alors que le pays faisait partie d'un État, membre de la Triplice, qui faisait la guerre aux puissances de l'Entente et ne montrait aucune volonté à transformer son organisation interne et accéder ainsi aux

³⁰ Expression de Franz WERFEL dans cf. Jacques LE RIDER, *Modernité viennoise et crises de l'identité*, Paris 1990, et la traduction allemande *Das Ende der Illusion. Die Wiener Moderne und die Krisen der Identität*, Wien 1990.

exigences croates destinées à unifier les territoires croates et à obtenir un statut plus autonome de la Croatie.

La politique des puissances de l'Entente menait à un morcellement des territoires de la Croatie. En effet, la destruction de la monarchie des Habsbourg n'était pas l'un des objectifs de guerre des puissances de l'Entente. C'est après la victoire qu'elles entendaient céder aux États alliés des parties du territoire austro-hongrois, et également des portions de la Croatie. Ainsi, par les accords de Londres en 1915, elles promirent à l'Italie, afin qu'elle rejoigne l'Entente, une grande part du littoral croate (c'est-à-dire la presqu'île d'Istrie, une grande partie du littoral croate (*Primorje*) et la plupart des îles dalmates). Simultanément, elles proposèrent à la Serbie des parts importantes de la Croatie du Nord (Slavonie), de la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine.

En cas de victoire de la Triplice, les hommes politiques croates redoutaient de voir la Croatie demeurer assujettie, et, en cas de victoire des puissances de l'Entente, d'assister au morcellement et au partage durable de la Croatie entre trois pays. Les objectifs du mouvement national croate auraient été à jamais irréalisables.

L'idée yougoslave dans ses différentes variantes, fédérale ou unitaire, prenait de l'ampleur, au sein du pays comme dans les milieux croates exilés. Le point de vue était le même et allait jusqu'à définir Croates, Slovènes et Serbes comme des «ethnies» d'une même nation yougoslave. Une certitude se développait de plus en plus: la nation croate ne pourrait survivre et la Croatie être préservée du partage qu'uniquement dans le cadre d'un État yougoslave. En Croatie, le *Parti du Droit de Starčević* qui assumait un rôle de leader dans cette campagne, partait du principe de souveraineté de la nation: les Croates pouvaient prendre la décision de s'affranchir de la monarchie des Habsbourg et adhérer à l'État yougoslave. Cette action a débuté par exigence d'une unification de ces terres «sous le sceptre de la dynastie habsbourgeoise» et a évolué jusqu'en 1918 avec la revendication d'une unification hors du cadre de la monarchie des Habsbourg. Après la décision des puissances de l'Entente de renverser la monarchie des Habsbourg, le *Conseil national* siégeant à Zagreb proclama l'instauration de l'*État des Slovènes, des Croates et des Serbes* sur le territoire de ces provinces sud-slaves. Le *Sabor* croate adopta de son côté une résolution sur la suspension de toute relation «juridico-étatique» entre la Croatie et la monarchie des Habsbourg et l'adhésion de la Croatie au nouvel État.

Un groupe d'exilés croates, à la tête desquels se trouvaient Ante Trumbić et Frano Supilo, et auquel s'était rattaché les Serbes et les Slovènes exilés d'Autriche-Hongrie, inaugura à Londres le *Comité yougoslave*.³¹ Leur but était de créer les conditions qui empêcheraient le morcellement de la Croatie. Argumentant sur «l'unité nationale» des Croates, des Slovènes et des Serbes, ils tentèrent de persuader les puissances de l'Entente du bien-fondé de l'union de tous les *Yougoslaves*, et pas seulement de l'élargissement de la Serbie, et tentèrent de démontrer l'iniquité de la promesse faite à l'Italie au détriment de la Croatie. Ils s'efforcèrent également d'influer sur la Serbie (dont le gouvernement se trouvait en exil depuis sa déroute) afin qu'elle abandonne le programme d'unification grand-serbe et

³¹ »Jugoslavenski odbor«.

qu'elle accepte sans réserve l'union de toutes les terres sud-slaves. Le gouvernement serbe accepta négociations avec le Comité yougoslave (déclaration de Corfou de 1917). La Révolution en Russie lui avait fait perdre son plus puissant protecteur, et l'Autriche-Hongrie avait proposé à l'Entente des négociations sur une paix séparée qui risquait de laisser à la double monarchie des territoires sur lesquels la Serbie avait des prétentions. C'est la décision des puissances de l'Entente de démembrer l'Autriche-Hongrie et de créer une série d' »États-cordon sanitaire« face à la Russie soviétique, – la Serbie se voit attribuer le rôle de contrôle de la partie centrale des Balkans et des régions méridionales de l'Autriche-Hongrie – qui a permis en réalité la constitution d'un État yougoslave.

Au sein du *Comité yougoslave* et du *Conseil national de l'État des Slovènes, des Croates et des Serbes*, les représentants croates souhaitaient que l'acte d'unification soit l'expression d'une décision souveraine du peuple croate et que l'individualité politique soit garantie par un aménagement fédéral de l'État commun, au contraire de la Serbie qui voulait être l'unique acteur de la création du nouvel État.

Le Conseil national pris la décision d'unifier l'État des Slovènes, des Croates et des Serbes à la Serbie et au Monténégro au moment où l'armée italienne commençait à occuper des territoires qui, à une époque d'instabilité sociale dans un pays épuisé par la guerre, abritaient de nombreux groupes de déserteurs et baignaient dans une atmosphère insurrectionnelle influencée par la Révolution d'octobre. La mission parlementaire qui, à Belgrade, présenta au régent Alexandre Karadordević la décision d'unification du Conseil national, renonça par la suite et sous la contrainte, aux conditions d'aménagement de l'État garantissant l'égalité des pays unifiés.

L'ESSOR DU MOUVEMENT NATIONAL

Les forces politiques bourgeoises qui prirent la décision d'unification oubliaient que ce faisant, elles entraînaient la Croatie, pays centre-européen, dans une union avec des États où la vie politique et les pratiques gouvernementales étaient de tradition différente. Elles n'avaient pas saisi l'exigence de Franjo Supilo qui voulait que l'unification (qu'il n'a pas vécu) soit repoussée »tant que la Serbie ne se transformera pas«. La décision de l'unification a également été prise à une époque où l'orientation politique des larges classes sociales de la société n'était pas précisée. C'est cette opinion qu'exprima Stjepan Radić lorsqu'il mit en garde les représentants du Conseil national qui, en allant à Belgrade, se comportaient comme »des oies qui avancent vers le brouillard«.

C'est une politique »unitariste« qui fut menée dans l'État yougoslave: reconnaissance officielle de l'existence d'une seule nation et d'une seule langue. Elle légitima l'organisation centralisée de l'État et le morcellement du territoire croate en de nombreuses unités administratives, provoquant le rattachement de parties du territoire croate au Monténégro, à la Bosnie, à la Serbie ou à la Voïvodine. Elle assura l'hégémonie serbe au sein de l'État, et la suprématie de la dynastie et des classes dirigeantes de la Serbie dans la vie politique et économique, au détriment de la Croatie et de la Slovénie, parties les plus prospères du pays. Les Serbes de Croatie, ainsi que les yougoslaves »unitaristes« croates, adoptèrent cette politique. Malgré le système parlementaire, c'est un régime non démocratique, tem-

porairement dictatorial (1929–1931), où le roi avait d'importantes prérogatives, qui fut établi.

Le mouvement national croate avait pour la première fois les caractéristiques d'un mouvement national de masse. La guerre avait dynamisé la scène sociale, le suffrage universel avait introduit les classes paysannes et plus généralement de larges franges de la population dans la vie nationale et politique. La situation dans laquelle se trouvait la nation croate dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avait en outre démontré que la politique des partis citoyens qui engagèrent la nation croate dans le nouvel État avait été un échec total, entraînant la presque disparition de ces derniers. Le rôle d'organisateur du mouvement national fut repris par le *Parti paysan croate* (HSS)³² de Stjepan Radić. Son programme de restauration de l'unité territoriale et de l'autonomie politique de la Croatie, dans le cadre d'un État yougoslave réorganisé de manière fédérale, et les revendications de démocratisation des relations politiques lui permirent de rassembler toutes les couches sociales.

Le HSS devint non seulement le plus grand parti croate, mais également le plus puissant parti d'opposition de toute la Yougoslavie. Les intérêts mêmes des Serbes de Croatie furent victimes de l'hégémonie de la Serbie et des méthodes non démocratiques. De sorte que Svetozar Pribičević, jusqu'alors ardent défenseur de l'unitarisme yougoslave et maître d'œuvre de la politique centraliste, fonda le *Parti démocratique autonome*, rassemblant les Serbes de Croatie, adopta le programme fédéraliste et entra en coalition avec le HSS.

Cette volonté de conserver à tout prix l'hégémonie de la dynastie et de la Serbie provoqua, en juin 1928, l'assassinat, au sein même de l'hémicycle du Parlement de Belgrade, par un député du *Parti radical serbe*,³³ de deux députés du HSS et de Stjepan Radić, qui, blessé, mourut deux mois plus tard. À la mort de Radić, Vladko Maček, succéda à la présidence du parti. En 1939, la Banovine de Croatie fut créée, pour la première fois depuis les conquêtes vénitienes et turques, elle réunifiait l'ensemble du territoire de la Croatie (hormis l'Istrie, Rijeka, Zadar et quelques îles qui depuis 1918 étaient rattachées à l'Italie), y compris des territoires de Bosnie-Herzégovine ayant une population à majorité croate. La Banovine de Croatie obtint l'autonomie dans de nombreux domaines.

L'attaque des puissances de l'Axe (1941) contre la Yougoslavie mit en évidence l'ampleur de sa crise interne. Handicapée par les questions nationales (croates, slovènes, macédonienne et autres) non résolues, elle se désintégra, n'opposant quasiment aucune résistance.

LA GUERRE CIVILE

La Yougoslavie fut ainsi divisée, l'Allemagne et l'Italie prirent la décision de créer une Croatie autonome sous leur protectorat. Vladko Maček, qui refusa de prendre la tête d'un tel État, persuadé que les Alliés allaient être vainqueurs de la guerre, soutenait cependant son instauration. Il n'organisa pas la lutte contre les États fascistes, mais décida d'attendre la victoire des Alliés. Les forces politiques de tendance bourgeoise et démocratique, par

³² »Hrvatska Seljačka stranka« ou HSS.

³³ »Srpska Radikalna stranka«.

leur passivité, ouvrirent la voie à l'activisme des forces radicales et mutuellement opposées. La Croatie allait vers une guerre civile.

Avec Ante Pavelić, le mouvement nationaliste radical croate (les »oustachas«)³⁴, marginal avant la guerre, en liaison avec les pays fascistes ou pro-fascistes (Allemagne, Italie, Hongrie), proclama, après l'effondrement de la Yougoslavie, l'instauration de l'*État Indépendant Croate* (NDH)³⁵ et pris le pouvoir. L'établissement d'un État croate hors du cadre de la Yougoslavie bénéficia au départ du soutien d'une partie de la population croate, l'autre partie demeurant réservée envers un État créé grâce au soutien des puissances fascistes.

La Bosnie-Herzégovine dans son entier était incluse dans l'État Indépendant Croate. Une grande partie du littoral croate, ses principaux ports et la presque totalité des îles, furent consignés à l'Italie. L'État était divisé entre zones opérationnelles des armées allemandes et italiennes. Les partis politiques étaient interdits, des lois raciales furent introduites. Les persécutions contre les Juifs, les Tziganes, les Serbes, les Croates d'orientation démocratique et antifascistes et les communistes débutèrent. Des camps de concentrations dans lesquels périrent des dizaines de milliers de personnes furent établis. Tout cela affaiblit rapidement le soutien de la population aux autorités de l'NDH.

En Croatie, durant l'entre-deux guerres, bénéficiant du soutien du régime, une organisation extrémiste serbe (les »tchetniks«)³⁶ s'était formée et terrorisait les membres de l'opposition croate. Dans les régions de Croatie à majorité serbe, quelques jours avant la proclamation de l'NDH, des rebellions éclatèrent et des groupes de »tchetniks« se formèrent en relation avec l'armée italienne et les groupes »tchetniks« du colonel Draža Mihajlović que le gouvernement yougoslave en exil (à Londres) nomma »ministre«, et ses unités »armée yougoslave [restée dans] la patrie«. La rébellion des Serbes en Croatie fut également provoquée par les persécutions de la population serbe que les »oustachas« commencèrent ensuite systématiquement à mettre en oeuvre. Les »tchetniks« de leur côté semaient la terreur, assassinaient la population croate et les musulmans de Bosnie. Après la victoire des Alliés et le retour du gouvernement en exil, ils entendaient créer, dans le cadre de la Yougoslavie, une »Serbie homogène« qui, outre la Macédoine et le Monténégro, engloberait la Bosnie-Herzégovine et la plus grande partie de la Croatie, »nettoyée« des Croates et des musulmans.

Illégal, mais bien organisé, le *Parti communiste yougoslave* (KPJ),³⁷ avec à sa tête Josip Broz Tito, adopta durant l'entre-deux guerres une orientation stalinienne. Il prônait le maintien de la Yougoslavie et approuvait un programme fédéraliste, dans la seule intention de se faire des alliés pour la préparation de la révolution. C'est en son sein que fut instauré (1937) le *Parti communiste croate* (KPH).³⁸ Le KPJ organisa le soulèvement et la guerre

³⁴ Également »oustachis« quoiqu'impropre, insurgés.

³⁵ »Nezavisna Država Hrvatska« ou NDH.

³⁶ »Četnici«.

³⁷ »Komunistička partija Jugoslavije« ou KPJ.

³⁸ »Komunistička partija Hrvatske« ou KPH.

des partisans (1941), mettant au premier plan la libération contre l'occupation allemande et italienne. *Le Parti communiste croate* mena le soulèvement avec la devise «l'unité et la fraternité», souhaitant rassembler Croates et Serbes dans le mouvement antifasciste, la guerre de libération et la lutte contre l'NDH. Le mouvement de la libération a progressivement pris en Croatie des proportions massive. *Le Parti communiste croate* réussit à réunir dans le mouvement les membres de différentes orientations politiques, mais en conservant cependant la direction exclusive.

Le Parti communiste croate instaura dans les territoires libérés un corps représentatif qui, après la capitulation de l'Italie (en 1943), proclama la réunification de tous les territoires croates (l'Istrie s'est alors pour la première fois retrouvée partie intégrante de la Croatie), et par la suite la création d'un *État Fédéral de Croatie* dans le cadre de la Yougoslavie (1944). Le leader du *Parti communiste croate*, Andrija Hebrang, souligna la particularité de l'identité nationale croate et insista sur un degré d'autonomie plus important de la Croatie. Cela lui coûta d'être limogé par la direction yougoslave du mouvement.

En libérant le territoire sous contrôle de l'NDH et des Italiens, la direction du mouvement de libération liquidait non seulement les collaborateurs et les responsables de l'administration de l'État, mais également les opposants politiques d'orientation démocratique et anti-communiste. Immédiatement après la fin de la guerre en 1945, des dizaines de milliers de prisonniers et de civils furent exécutés. Fuyant vers l'Autriche, à Bleiburg, ils furent livrés par les Alliés à l'armée des partisans yougoslaves.

LE RETOUR DE LA CROATIE DANS LA YUGOSLAVIE ET SON DÉPART

Après la fin de la guerre, dans la Yougoslavie restaurée, un système de parti unique fut rétabli qui concentra tout le pouvoir dans les mains du *Parti communiste*, de l'armée et de la police. Une organisation interne fédérale et une égalité nationale formelle furent instaurés. L'idée de «l'unitarisme» yougoslave justifiant la centralisation politique et économique, les Serbes s'assurèrent la domination au sein de l'État à travers les structures du P. C., de l'armée et de la police. Cette domination suscita une réaction au sein même du P. C., de sorte que les périodes de centralisation alternèrent avec des périodes de plus larges pouvoirs conférés aux républiques.

La Croatie obtint le statut d'entité fédérale dans les frontières qui sont aujourd'hui les siennes et qui abritent la plus grande partie de la population croate. (La Bosnie-Herzégovine fut constituée comme république distincte, et les musulmans, à cette époque pour la première fois, commencèrent à se déclarer comme membres d'une nation à part.) En Croatie, les Serbes s'assurèrent également une position dominante au travers des organes du P. C., de l'armée et de la police. Les Croates furent accablés du complexe d'«oustachas», chaque manifestation de l'identité croate était qualifiée de chauvine et sanctionnée.

La Croatie, qui avec la Slovénie était l'une des républiques les plus développées, connut des vagues de résistance contre le centralisme, l'unitarisme yougoslave et la concentration du pouvoir économique dans les mains du pouvoir central à Belgrade. Dans les années 1970-1971, cette résistance pris de l'ampleur dans les rangs même du P. C. croate et le mouvement national s'organisa de manière autonome. Pour la première fois depuis 1945,

une importante action politique échappait au contrôle du pouvoir. La «question croate» revenait ainsi à l'ordre du jour en Yougoslavie. Elle fut cependant étouffée par les organes centraux du P. C. yougoslave. La direction communiste de Croatie fut limogée, nombreux furent ceux qui ayant participé au «mouvement de masse» furent condamnés à des peines de prison.³⁹

Josip Broz Tito tenta de garantir la pérennité de la Yougoslavie par l'introduction dans la constitution de 1974, d'éléments de confédéralisme et d'une présidence collégiale de l'État prenant ses décisions par consensus. La période qui a suivi sa mort (1980) a cependant coïncidé avec la crise du système socialiste qui a achevé de mettre en oeuvre, dans les pays de l'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est, la seconde révolution industrielle (avec le slogan de l'«industrialisation et [de l'] électrification»), mais qui n'a su mener à bien la troisième révolution technologique, par nature impossible dans une société non-démocratique et une économie qui n'était pas de marché. En Croatie et en Slovénie, de forts courants réformateurs, présents pour certains dans le P. C., aspiraient au retour de l'économie de marché et à la démocratisation du système politique. Après la chute du Mur de Berlin (1989) et l'échec du système socialiste, le régime du parti unique fut aboli en Croatie et, lors des premières élections libres de 1990, le P. C. croate perdit le pouvoir.

En Serbie, où les richesses des républiques développées étaient centralisées, le courant paléocommuniste en colusion avec le nationalisme serbe extrémiste, fut le plus fort. Commençant à instaurer une hégémonie serbe par la création, en Yougoslavie, d'une Grande Serbie qui engloberait la Bosnie-Herzégovine et la plus grande partie de la Croatie, il entreprit de prendre le contrôle des organes du pouvoir central et de l'armée. Il introduisit chez les Serbes de Croatie une peur du changement, prétextant la perte de leur statut privilégié, rappelant les souvenirs des persécutions des Serbes pendant la Seconde Guerre mondiale. Les menaces proférées lors des meetings en Serbie et dans les régions de Croatie dans lesquelles les Serbes constituaient la majorité de la population, suscitèrent la crainte en Croatie, *d'autant qu'elle n'avait aucun moyen pour se défendre*. Pour cette raison, les aspirations à la démocratisation de la société s'associèrent au mouvement national qui, après sa victoire aux élections, proposa une transformation confédérale de la Yougoslavie.

L'intervention de l'armée yougoslave et la rébellion des Serbes de Croatie en 1990, la sécession des régions dans lesquelles ils vivaient et l'instauration d'une «République serbe de Krajina», comme phase transitoire vers la création de la Grande Serbie, la mise en oeuvre planifiée du «nettoyage ethnique» (euphémisme pour un génocide) par les assassinats et les expulsions de la population croate, tout ceci a convaincu l'ensemble du peuple croate, indépendamment de l'appartenance politique, de la nécessité de l'établissement d'une Croatie indépendante, acte dont les fondements juridiques existaient dans la constitution de 1974. L'agression de l'armée yougoslave fut stoppée par les armes qui lui furent confisquées ou acquises grâce à l'aide de la diaspora croate. Les combats prirent fin par l'action des forces de Nations Unies. En 1992, la République de Croatie accéda à la reconnaissance internationale et fut admise à l'ONU.

³⁹ cf. Marc Gjidara, *Encyclopédie Larousse*.

Les membres de toutes les options politiques, des communistes jusqu'aux anciens 'oustachas', prirent tous part au mouvement national croate et au combat pour l'indépendance de la Croatie. La grande majorité du mouvement était d'orientation démocratique et, en son sein, le nationalisme croate n'a pas évolué vers un extrémisme. Le combat contre l'agression serbe provoqua une charge émotionnelle, particulièrement chez les réfugiés et chez ceux qui ont perdu des proches lors des massacres ou dans les camps. Cependant, il n'y a pas eu en Croatie de terrorisme d'État organisé. Les cas de terrorisme à l'époque de la résistance à l'agression serbe en 1991 et lors des actions militaires qui libèrent tous les territoires de la 'Krajina' (opérations *Éclair* et *Tempête* en 1995) furent l'oeuvre d'individus ou de groupes qui apparurent de manière autonome, en pleine formation des structures de l'État, ou qui, dans des conditions de guerre, échappèrent à tout contrôle.⁴⁰

CROATES, SERBES ET MUSULMANS

En 1991, à l'époque où la Yougoslavie se décomposait, la répartition ethnique des Croates et des Serbes en Croatie, et celle des Croates, Serbes et Musulmans en Bosnie-Herzégovine, était celle qui s'était établie dans ses grandes lignes durant deux siècles et demi, du milieu du XV^e au début du XVIII^e. Durant cette période, à travers ces pays, la frontière de l'empire ottoman s'est déplacée. Elle s'est d'abord étendue, englobant la Bosnie (en 1463) et une grande partie de la Croatie (jusqu'à la fin du XVI^e), et s'est ensuite repliée de Croatie, lors des guerres menées contre l'empire turc par la monarchie des Habsbourg et la république vénitienne (fin XVII^e et début XVIII^e), jusqu'à la frontière qui sépare aujourd'hui la Croatie de la Bosnie-Herzégovine. Une partie de la Croatie médiévale est alors restée en Bosnie turque, ce qui explique l'actuelle forme échancrée de la Croatie.

Les conquêtes turques ont modifié la composition ethnique et religieuse de la Bosnie et de la partie occupée de la Croatie. La population croate fuyait les régions dévastées par la guerre. Les autorités turques implantèrent le long de la frontière une population orthodoxe d'éleveurs nomades, les »Morlaques« ou »Valaques«, apte à être enrôlée dans des unités militaires non régulières. Des groupes de cette population passèrent également du côté croate de la frontière, et furent incorporés dans les unités défendant les *Confins militaires* croates. C'est ainsi que se sont formées les populations qui constituent aujourd'hui la communauté serbe, précisément à la frontière entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine et dans l'actuelle Bosnie occidentale. A l'époque du pouvoir turc dans les Balkans, divers groupes ethniques furent islamisés. Ce sont leurs descendants, hormis en Turquie d'Europe, qui par un peuplement géographiquement continu, sont aujourd'hui en Albanie, dans une partie de la Serbie (Kosovo, Sandžak), en Macédoine occidentale et dans une partie de la Bosnie y compris l'enclave musulmane en Bosnie occidentale vers la frontière croate (alentours de Bihać). La mentalité patriarcale de la population et son principe d'organisation en fonction de la religion (»millet«) dans l'Empire Ottoman ont laissé une trace durable

⁴⁰ Sur la chronologie des événements voir Ivo Perić, *Godine koje će se pamtiti*, [Les années dont on se souviendra], Zagreb, 1995.

dans les processus de formation des *ethnos* et des nations sur l'ensemble du territoire des anciens Confins militaires croates et de la Bosnie-Herzégovine.

Au XVII^e siècle, alors que le siège du patriarche serbe était à Peć en Serbie, sous le contrôle de l'autorité turque, en Croatie du Nord s'activait le mouvement des nouveaux-venus Ukrainiens, Ruthènes et Morlaques autochtones, partisans de l'union ecclésiastique avec Rome (les gréco-catholiques de rite oriental). Après le transfert du patriarche orthodoxe sous l'autorité des Habsbourg en 1690 et la création d'une hiérarchie ecclésiastique orthodoxe sur les terres croates et hongroises, ce processus s'est presque interrompu. L'Église orthodoxe en tant qu'Église «nationale» a transmis la tradition de l'État médiéval serbe et du nom ethnique serbe. Elle a délimité, par la religion et un entourage appartenant à la civilisation byzantine, l'espace pour la formation de l'*ethnos* serbe⁴¹. Au XIX^e siècle, à l'époque où se formaient les nations modernes, lorsque la Bosnie-Herzégovine, après son occupation (1878) puis son annexion (1908), se retrouva dans une Autriche-Hongrie centre-européenne, la nation croate pas plus que le mouvement national serbe n'ont su contourner les frontières ethniques, dessinées dans les zones charnières par les frontières religieuses. La nation croate à cause du préjugé idéologique du *parti du Droit* sur les «Croates orthodoxes», le mouvement national serbe, en raison de sa conception des «Serbes de confession catholique». Le noyau intégrateur croate a rassemblé les catholiques dans les territoires hétérogènes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, le noyau intégrateur serbe, rassemblait quant à lui la population orthodoxe.

En Bosnie-Herzégovine, la religion musulmane a, de la même façon, constitué un obstacle à l'intégration des musulmans à l'identité croate ou serbe. Quelques individus ont cependant déclaré leur appartenance à la nation croate ou à la nation serbe, et aujourd'hui encore certains musulmans font partie de la nation croate. À l'époque de l'empire ottoman, à cause du statut social et politique particulier dont ils bénéficiaient, et en raison de valeurs empruntées à un milieu d'une autre civilisation, les musulmans cultivaient le sentiment, sinon d'une individualité particulière, alors certainement celui d'une différence avec les catholiques et les orthodoxes. La tentative politique austro-hongroise d'affirmation de l'identité «bosniaque» commune visant à refouler les identités nationales, a en réalité favorisé l'individualisation nationale des musulmans, et les cercles politiques musulmans ont commencé à parler de «peuple musulman» en Bosnie-Herzégovine⁴². Sous l'autorité austro-hongroise, une organisation politique musulmane propre fut fondée, après la création de l'État yougoslave (en 1918), c'est un parti politique qui vit le jour.

Par leur perception des musulmans comme individualité religieuse et non politique, les idéologies nationales croate et serbe intégraient cette population et prônaient soit le rattachement de la Bosnie-Herzégovine à l'État croate ou à l'État serbe, soit son partage entre la Croatie et la Serbie. La formation de la Bosnie-Herzégovine dans la Yougoslavie socia-

⁴¹ cf. F. ŠANJEK, *Kršćanstvo na hrvatskom prostoru*, [Le christianisme dans l'aire croate], Zagreb 1996, notamment le chapitre *Les uniates et l'orthodoxie en Croatie*, pp. 402-415.

⁴² cf. Andrija NIKIĆ, *Fra Didak Buntić Ili Kršnjavome o prilikama u Herceg-Bosni (1909-1918)* [Frère Didak Buntić à Ili Kršnjavi à propos de la situation en Bosnie-Herzégovine (1909-1918)], *Croatica Christiana periodica* 16, 1992, 30, p. 228.

liste (après 1945) en tant qu'entité fédérale (république) créa un cadre favorable à l'individualisation croissante des musulmans. Cela a débouché finalement sur la reconnaissance officielle d'une nation distincte sous la dénomination de Musulmans. Simultanément et contrairement à la version officielle selon laquelle les trois peuples, Croates, Serbes et Musulmans sont également constitutifs en Bosnie-Herzégovine, l'idée d'une Bosnie-Herzégovine, État musulman, et l'individualisation nationale des Musulmans ont commencé à se former.

Les vicissitudes de l'histoire ont enchevêtré les Croates et les Serbes dans les anciens Confins militaires croates, ainsi que les Croates, les Serbes et les Musulmans en Bosnie-Herzégovine. Le «processus civilisateur» selon le modèle occidental, perçu comme une mise sous contrôle des atavismes et des instincts socialement destructeurs,⁴³ mettait en place les conditions nécessaires à leur coexistence dans un même espace et la résolution des intérêts antagonistes par des moyens politiques. Formée sous l'autorité de Byzance et l'Empire turc, la mentalité de l'Europe du Sud-Est (généralement désignée par *mentalité balkanique*) et les raisonnements s'y rattachant comme les méthodes de résolution des problèmes nationaux par l'extermination et l'expulsion des populations (conceptions contraires aux normes de la civilisation occidentale du XIX^e et du XX^e siècle) était fortement présente en Serbie et dans la politique serbe durant le premier État yougoslave, et cela même dans les rangs de l'intelligentsia.⁴⁴

Les éléments de valeurs n'appartenant pas à la civilisation occidentale ont pour la première fois (à l'époque de la Seconde guerre mondiale) pris de l'ampleur sur le sol de l'ex Yougoslavie. L'occupation allemande et italienne et la guerre civile (1941-1945) avaient provoqué l'écroulement de l'édifice des institutions sociales et permis que percent, au niveau contemporain de civilisation, les éléments de mentalité de l'Europe du Sud-Est (la mentalité «balkanique»)⁴⁵ et de l'idéologie fasciste, qui s'appuyait sur les mythes de l'Europe préchrétienne. Ces éléments ont «délivré» les populations et laissé remonter à la surface des éléments ataviques qui se sont traduits par les crimes des «tchetniks» serbes à l'encontre des Croates et des musulmans, et ceux perpétrés par les «oustachas» (croates et en partie musulmans) à l'encontre des Serbes dans les régions de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Cela s'est produit avant tout dans les régions dans lesquelles, sous l'ancien Empire ottoman, le niveau de développement n'atteignait pas celui des États de la Couronne des Habsbourg.

La seconde fois, ces éléments de valeurs sont apparus au moment de la décomposition du système socialiste, sous l'impulsion du système communiste serbe moribond et de ses

⁴³ cf. P. CABANEL, *Nations, nationalités et nationalismes en Europe*, Paris, 1995; Bernard MICHEL, *Nations et nationalismes en Europe centrale*, Paris 1995.

⁴⁴ Un des conjurés de l'attentat contre le prince-héritier François-Ferdinand en 1914, Serbe de Bosnie, et par la suite membre de l'Académie serbe des Sciences et des Arts, Vaso ČUBILOVIĆ, lors d'une conférence en 1937 prônait la persécution et l'expulsion des Albanais du Kosovo. cf. Mirko GRMEK, etc. *Le nettoyage ethnique*, pp. 150-185.

⁴⁵ cf. P. LEMARCHAND, *L'Europe centrale et balkanique*, Paris 1995, pp. 222-238 (La rebalkanisation des Balkans).

intellectuels les plus éminents. Lorsque l'Académie serbe des sciences élaborait le «Mémoire»⁴⁶ et son programme grand-serbe de réaménagement de la Yougoslavie, l'un de ses rédacteurs, auteur de sa partie historique, lança, en 1986, la thèse du caractère génocide du peuple croate et, multipliant le nombre réel des victimes de la terreur anti-serbe de la Seconde guerre mondiale, affirma que le «génocide contre les Serbes» dans l'État Indépendant Croate (1941-1945) était le «phénomène de notre vie commune séculaire».⁴⁷ C'était la manifestation d'une suspicion sur la possibilité de multiculturalité et la conception intellectuelle de la politique menée par la direction serbe. Celle-ci, pour s'assurer le contrôle du pouvoir en Yougoslavie par l'anéantissement des institutions politiques, a activé le nationalisme extrémiste serbe et déclenché la guerre. Elle a, non seulement interdit toute sortie tranquille du système socialiste mais a provoqué des réflexes ataviques chez les Serbes des anciens Confins militaires et les Serbes de Bosnie-Herzégovine. Ces réflexes ont précisément été dirigés contre «la coexistence séculaire commune» avec les Croates et les Musulmans, et se sont traduits par les massacres et les expulsions de Croates et de Musulmans, et par le «nettoyage ethnique» comme méthode pour une «solution finale» des problèmes nationaux dans les «espaces serbes». Les mouvements nationaux croates et musulmans n'ont jamais menés une telle politique. La politique serbe de «nettoyage ethnique» a cependant provoqué subséquemment, chez une partie des Croates et une partie des Musulmans (en particulier chez ceux acquis aux idées du fondamentalisme islamique), une réaction identique, mais d'une ampleur incomparablement moindre.⁴⁸

Le «péché originel», qui déclencha la spirale du «nettoyage ethnique» et l'ampleur que l'on connaît, revient à la partie serbe qui, sciemment, de manière organisée, l'a menée de manière extrêmement «efficace». Cela a provoqué un bouleversement de la composition ethnique telle qu'elle était dans cette partie de la Croatie et en Bosnie-Herzégovine depuis le début du XVIII^e siècle. L'enchevêtrement des populations, qui existait jusqu'alors, a pratiquement disparu dans ces régions, et les diverses nations sont maintenant territorialement délimitées ou séparées en enclaves ethniquement «pures». Parce qu'elle reste persuadée que la multiculturalité est impossible, la population serbe s'est, seule, décidée à l'exode, quittant les territoires de Croatie dans lesquels elle vivait auparavant, et qui ont été libérés, et les territoires de Bosnie-Herzégovine qui ont été libérés ou attribués par les accords de Dayton à la fédération croato-musulmane.

La fermeté des Musulmans favorables à une rupture de toutes les relations avec la Serbie a affaibli le contact avec les Musulmans de Serbie (au Sandžak). Lorsque le sentiment général semblait indiquer que Croates et Serbes étaient prêts à s'entendre sur un partage territorial en Bosnie-Herzégovine, partage qui ne prendrait en compte ni leur individualité ni leurs intérêts, les Musulmans ont essayé de s'entendre avec la Serbie et déclenché la guerre avec les Croates. Durant ce conflit, les éléments présents lors du conflit avec les

⁴⁶ Le Mémoire de l'Académie serbe des sciences, cf. Mirko GRMEK, *Le nettoyage ethnique*, pp. 231-269.

⁴⁷ Vasilije KRESTIĆ, *O genezi genocida nad Srbima u NDH*, [À propos de la genèse du génocide contre les Serbes dans l'État Indépendant Croate], *Knjizevne novine* 1986, Belgrade, n^o 716, 15. IX.

⁴⁸ Marc GJIDARA, *Crkva, nacije i manjine u postkomunističkoj Evropi*, *Croatica christiana periodica*, 33/1994.

Serbes, sont apparus. Les accords de Washington (en 1994), qui ont fondé la fédération croato-musulmane, dans le cadre d'une Bosnie-Herzégovine unifiée, mais appuyée sur la Croatie, ont mis fin à la guerre. Le résultat de cette nouvelle alliance fut la libération de parties occupées de la Croatie⁴⁹ et d'une portion des territoires croates et musulmans en Bosnie-Herzégovine sous contrôle serbe. Un équilibre des forces a été établi qui a permis l'Accord de Dayton sur la paix en Bosnie-Herzégovine (1995).

Les intérêts régionaux et globaux des grandes puissances, particulièrement ceux de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et des États-Unis, se sont, dès le début, confrontés durant la guerre en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. A l'origine, les puissances occidentales n'ont pas reconnu le caractère de la politique croate. La structure de la société croate s'était construite durant l'histoire sur le modèle occidental et, après l'effondrement du système socialiste, elle s'est rapidement rénovée sur ce même modèle. La Croatie a été entraînée dans la guerre des Balkans. Elle ne s'y est pas engagée avec les méthodes de la guerre ethnique, mais comme un État organisé qui a bâti, durant la guerre, une armée moderne de type occidental. Les puissances occidentales ont fini par reconnaître en la Croatie, un acteur qui introduit les modèles occidentaux dans l'espace de l'Europe du Sud-Est. La Croatie s'est chargée avec les accords de Washington et de Dayton, du rôle de vecteur de ces modèles pour les Croates de Bosnie-Herzégovine et plus généralement envers la fédération croato-musulmane, où seuls ils peuvent ramener les relations qui sont aujourd'hui celles de la guerre ethnique, à un niveau de négociation politique pour des intérêts nationaux opposés.

⁴⁹ cf. Bernard MICHEL, *Nations*, p. 252.

Sažetak

Hrvatska nacija i hrvatski nacionalizam u 19. i 20. stoljeću

Francuska revolucija iznijela je načelo suvereniteta naroda i načelo nacionalne države koje će tijekom dva stoljeća preustrojiti Europu, a u tom se procesu Hrvatska – premda njezina tradicija seže do samostalne hrvatske države u ranom srednjem vijeku – tek u najnovijoj etapi oblikovala kao nezavisna država. Pred modernom hrvatskom nacijom, koja se oblikovala u prvoj polovici 19. st., stajao težak zadatak oduprijeti se asimilacijskim nastojanjima i teritorijalnim pretenzijama vladajućih nacija u Habsburškoj monarhiji i susjednih nacija, politički objediniti hrvatski etnički teritorij na svom etničkom području, podijeljenom između više država ili upravnih jedinica, oblikovati vlastitu nacionalnu državu, te osigurati lojalnost drugih nacionalnih skupina koje su željele dijelove hrvatskog državnog teritorija izdvojiti i pripojiti državama vlastitih matičnih nacija. Tijekom 19. i 20. st. pokazale su se brojne koncepcije o rješavanju hrvatskog pitanja, od kojih su neke prihvaćale rješenje u sklopu višenacionalnih država (Habsburške monarhije ili Jugoslavije), a druge težile stvaranju nezavisne hrvatske nacionalne države.

Prelazeći na sustavno izlaganje problematike autor konstatira da se rani srednjoeuropski nacionalizam temeljio na načelu prosvjetiteljskog patriotizma i shvaćanju o naciji kao kulturnoj zajednici temeljenoj prije svega na zajedničkom jeziku, zbog čega on puno ostvarenje nacije nije vidio u nacionalnoj državi, već je afirmaciju nacionalnog identiteta mogao pomiriti s lojalnošću postojećim državama. Tako se i rani hrvatski nacionalizam u političkom pogledu borio za što samostalniji položaj Hrvatske u sklopu Ugarske i Habsburške monarhije. Hrvatski preporodni pokret se bečkom centralizmu suprotstavljao oslanjajući se na zajedničku ugarsku i hrvatsku povijesnu ustavnost, a od mađarskih pretenzija branio se oslanjajući se na zasebna hrvatska »municipalna prava«.

»Kroatizam« preporodnog razdoblja afirmirao je hrvatski etničko-nacionalni identitet i političku samostalnost Hrvatske. Slavenska i južnoslavenska ideja, pak, davala je hrvatskom preporodnom pokretu prema van otpornu snagu u suprotstavljanju asimilacijskim težnjama neslavenskih vladajućih nacija, a prema unutra je neutralizirala povijesno oblikovane pokrajinske partikularizme. Usmjeravala je pogled Hrvatske prema njezinim etničkim i povijesnim prostorima u Bosni i Hercegovini i dalje prema južnoslavenskim prostorima, pri čemu bi Hrvatskoj pripala uloga unošenja modernizacijskih procesa i time europeizacije Balkana. Pribavljala je hrvatskom pokretu solidarnost slavenskih i južnoslavenskih nacionalnih pokreta i osiguravala suradnju Srba u Hrvatskoj. Južnoslavenska ideja je s jedne strane neutralizirala one ideologije kod slavenskih nacionalnih pokreta, prije svega kod Srba, koje su negirale postojanje hrvatskog nacionalnog identiteta, a s druge je strane usporavala proces hrvatske nacionalne individualizacije prema ostalim južnoslavenskim nacijama, napose prema srpskoj naciji.

Za revolucije 1848. god. pojavila se mogućnost da dođe do raspada Habsburške monarhije i stvaranja velike Njemačke i velike Mađarske, te je hrvatski pokret prihvatio program austroslavizma koji je postao program svih pokreta kod slavenskih naroda u Monarhiji. Hrvatski sabor je predložio federalističko preuređenje Monarhije i federalističko povezi-

vanje njezinih južnoslavenskih zemalja. Savez s konzervativnim dvorom protiv mađarske vlade završio je porazom mađarskog pokreta, ali i politike hrvatskog i svih slavenskih pokreta.

Istodobno s apsolutizmom dvor je poveo politiku kojom je želio Beč učiniti središtem buduće ujedinjene Njemačke. Zbog toga je vodeća hrvatska Narodna stranka nakon ukidanja apsolutizma 1860. god. obnovila austroslavistički program, ali ga je zbog straha od njemačke prevlasti nadopunila prijedlogom o obnovi veza s Ugarskom na osnovama ravnopravnosti. Poraz 1866. god. u ratu s Pruskom uklonio je Austriju kao pretendenta na ulogu ujedinitelja Njemačke. Nakon austro-ugarske nagodbe i uvođenja dualizma (1867.), autonomni položaj na osnovi državnog prava omogućio je sjevernoj Hrvatskoj da s Ugarskom sklopi zasebnu hrvatsko-ugarsku nagodbu (1868.), ali joj je pritom bila nametnuta tek ograničena autonomija u sklopu ugarskog dijela države.

Narodna stranka je vodila borbu za samostalnjiji položaj Hrvatske u Monarhiji. Istodobno je pod jugoslavenskim imenom nastavljala tradiciju »ilirske« ideje. Pritom u krizama koje su dovodile u pitanje opstanak Habsburške monarhije Narodna stranka nije njezin mogući slom namjeravala iskoristiti za stvaranje samostalne Hrvatske, već je – u strahu od susjedstva velike ujedinjene Njemačke i od uključivanja Hrvatske u veliku Mađarsku – rješenje vidjela u stvaranju federativno uređene južnoslavenske države. Istodobno je izgrađivala Hrvatsku kao hrvatsku nacionalnu državu, te su upravo na pitanju nositelja državnog suvereniteta Hrvatske (u Saboru 1866.) izbili prvi sukobi između hrvatske i srpske politike u Hrvatskoj. Suradnja Hrvata i Srba slomila se na pitanju razgraničenja hrvatske i srpske države i uloge Hrvatske i Srbije u rješavanju »istočnog pitanja«, naime, na pitanju pripadnosti Bosne i Hercegovine nakon njihove okupacije od strane Austro-Ugarske (1878.).

Ideologija Stranke prava bila je ideologija romantičarskog nacionalizma koja se temeljila na prirodnom i hrvatskom povijesnom državnom pravu iz kojih je izvodila pravo suverenog hrvatskog naroda na neovisan položaj prema vladaru i prema drugim nacijama i državama.

Ona je zastupala sasvim jasnu hrvatsku nacionalnu ideju. Polazila je od shvaćanja da se nacija može u potpunosti ostvariti samo u vlastitoj nacionalnoj državi, te je program nezavisne hrvatske države bio jedna od njezinih bitnih sastavnica. Od kraja 1870-ih godina, kada se Narodna stranka postupno stopila s »unionistima« i postala vladina stranka, vodstvo nacionalnog pokreta je počela preuzimati Stranka prava. Međutim je ona pod represivnim režimom bana Khuena-Héderváryja (1883.–1903.) mogla u Saboru postati samo najveća oporbena stranka.

Pred Strankom prava stajao je zadatak da diferencira hrvatski identitet prema srpskoj naciji. Ona je preuzela ideološki model »državne nacije« prema kojem je hrvatsko povijesno državno pravo bitno obilježje hrvatske nacije. Zasebna državna osobina trebala je uspostaviti diferencijalni razmak između Hrvata i Srba i ukloniti predodžbu o njihovu zajedničkom, na jeziku zasnovanom južnoslavenskom identitetu. Ujedno prema tim shvaćanjima svi stanovnici na teritoriju hrvatskog državnog prava (također Srbi i Slovenci) pripadaju hrvatskoj naciji.

Razdoblje nakon okupacije BiH (1878.) obilježeno je sukobom hrvatske i srpske državne ideje. Produbila ga je činjenica da su srpske političke stranke u Hrvatskoj prihvatile ponudu

bana Khuena-Hédervarya i postale oslonac režima koji je nastojao ukloniti hrvatsku samostalnost.

Politika »novog kursa« željela je objediniti sve snage koje su stajale na pravcu njemačkog »Dranga«. Hrvatska oporba je zbog toga Riječkom rezolucijom (1905.) ponudila podršku Mađarskoj koaliciji u borbi za samostalnost Mađarske, tražeći za uzvrat promjenu položaja Hrvatske i ujedinjenje hrvatskih teritorija. Srpske političke snage – nakon što su zbog promjena u Srbiji (1903.) postale nepouzdan oslonac režima – prihatile su suradnju s ojačalom hrvatskom opozicijom, te je stvorena Hrvatsko-srpska koalicija (1905.). Ona je objedinila hrvatske i srpske umjerene oporbene stranke i postala najjača politička grupacija.

Raspodjela društvene moći uspostavljena 1848/49. i ukočeni dualistički sustav onemogućavali su demokratizaciju društva i rješavanje nacionalnog pitanja u Monarhiji, što je od početka 20. st. dovodilo do teških unutrašnjih kriza koje nisu razrješavane. S druge strane, nakon što se Srbija otrgnula od utjecaja Austro-Ugarske i postala preprekom na pravcu njemačkog i austro-ugarskog prodora preko Balkana, Hrvatska se našla na osjetljivoj geopolitičkoj poziciji. Zbog toga i zbog suradnje hrvatskih i srpskih političkih snaga, vrhovi Austro-Ugarske su u razdobljima vanjskopolitičkih kriza pred prvi svjetski rat stavljali Hrvatsku pod udar represija. Dojam da se položaj Hrvatske ne može promijeniti vodio je demoralizaciji, oportunistu Hrvatsko-srpske koalicije i pojavi radikalnih, hrvatski ili unitarno jugoslavenski orijentiranih skupina.

Prvi svjetski rat (1914.–1918.) zatekao je Hrvatsku u državi koja je u sklopu Trojnog pakta ratovala protiv sila Antante i koja sve do neposredno pred sam slom nije pokazivala volju da transformira unutrašnje uređenje i zadovolji zahtjeve za ujedinjenjem hrvatskih teritorija i samostalnijim položajem Hrvatske. S druge strane je politika sila Antante vodila parceliranju teritorija Hrvatske ustupanjem njezinih dijelova savezničkim državama (Italiji i Srbiji). Pritom je Srbija na početku rata iznijela program oslobođenja Slovenaca i Hrvata od vlasti Austro-Ugarske, ali je njezin primarni cilj bio ujedinjenje Srba u skladu s velikosrpskim programom. U takvim prilikama jačalo je u zemlji i u hrvatskoj emigraciji uvjerenje da se hrvatska nacija može očuvati i Hrvatska spasiti od cijepanja jedino u sklopu jugoslavenske države. Nastanak jugoslavenske države omogućila je ustvari tek odluka sila Antante o cijepanju Austro-Ugarske i stvaranju »sanitarnog kordona« prema sovjetskoj Rusiji, pri čemu je Srbija trebala preuzeti kontrolu nad središnjim Balkanom i južnoslavenskim prostorom u Austro-Ugarskoj.

Hrvatski predstavnici u Jugoslavenskom odboru i u Narodnom vijeću Države Slovenaca, Hrvata i Srba, osnovane na području Austro-Ugarske (1918.), željeli su da politička individualnost Hrvatske bude zagarantirana federalističkim uređenjem zajedničke države. Srbija je, naprotiv željela osigurati prevlast Srba i Srbije. Srpska vlada je u tome u Hrvatskoj našla saveznika u srpskom dijelu Hrvatsko-srpske koalicije. Odluku Narodnog vijeća Države SHS o uvjetima ujedinjenja ona nije uvažila, te je već u trenutku kada je proglašeno ujedinjenje bila u temelje nove države ugrađena klica njezina raspada. Hrvatske političke snage donijele su odluku o ujedinjenju, ne shvaćajući da Hrvatsku kao srednjoeuropsku zemlju time uvode u zajednicu sa zemljama u kojima su zapadne strukture preslojavale ostatke struktura jugoistočne Europe i u kojima je postojala drugačija tradicija političkog života.

Hrvatski nacionalni pokret dobio je sada prvi put obilježja masovnog nacionalnog pokreta. Rat je dinamizirao socijalnu scenu, a opće pravo glasa uvelo je seljaštvo i općenito šire slojeve stanovništva u nacionalni i politički život. Pritom su prilike u kojima se našla hrvatska nacija pokazale da je politika koja ju je uvela u novu državu doživjela potpuni poraz, te je ulogu organizatora nacionalnog pokreta preuzela Hrvatska seljačka stranka. Njezin program obnove teritorijalnog jedinstva Hrvatske i političke samostalnosti u sklopu federalistički preuređene jugoslavenske države i zahtjev za demokratizacijom političkih odnosa omogućio joj je da okupi sve slojeve društva. Prevlast Srbije i nedemokratske metode pogodile su i interese Srba u Hrvatskoj, te su oni osnovali Samostalnu demokratsku stranku koja je prihvatila federalistički program i stupila u koaliciju s HSS-om.

Neposredno pred izbijanje drugog svjetskog rata, pod utjecajem Velike Britanije i Francuske, vladajući krugovi u Beogradu su radi unutrašnje stabilizacije pristali na sporazum s HSS-om, te je stvorena Banovina Hrvatska (1939.). Napad Trojnog pakta (1941.) na Jugoslaviju pokazao je dubinu njezine unutrašnje krize. Ona se, opterećena neriješenim nacionalnim pitanjem, raspala ne pruživši otpor.

Nakon što je stvorena Nezavisna Država Hrvatska pod protektoratom Njemačke i Italije a na čelu s ustaškim pokretom, HSS nije organizirao pokret otpora, već je odlučio čekati pobjedu Saveznika. Takva pasivizacija građanskih i demokratski orijentiranih političkih snaga otvorila je put za nastup radikalnih i međusobno suprotstavljenih političkih snaga, što je u Hrvatskoj dovelo do građanskog rata.

Stvaranje hrvatske države izvan okvira Jugoslavije dobilo je ispočetka podršku dijela hrvatskog stanovništva, dok je drugi dio ostao rezerviran prema državi stvorenoj uz podršku fašističkih sila. Ustupanje Italiji velikog dijela hrvatske obale, podjela zemlje na operativne zone njemačke i talijanske vojske, zabrana političkih stranaka, rasni zakoni, progoni i likvidacije Židova i Srba te Hrvata demokratske i antifašističke orijentacije brzo su sužavali podršku stanovništva vlastima NDH.

Nakon proglašenja NDH u dijelovima Hrvatske sa srpskom većinom, izbila je pobuna, potaknuta i progonima srpskog stanovništva. Četnici su se povezali s Talijanima i s četnicima Draže Mihailovića kojega je podržavala izbjeglička vlada u Londonu, a planirali su nakon pobjede Saveznika stvoriti u sklopu Jugoslavije veliku Srbiju prethodno »očišćenu« od Hrvata i muslimana.

Komunistička partija je digla ustanak i pokrenula partizanski rat (1941.), ističući u prvi plan oslobođenje od njemačke i talijanske okupacije i program federativno uređene jugoslavenske države. Parolom »bratstva i jedinstva« htjela je okupiti Hrvate i Srbe u antifašističkom pokretu, oslobodilačkom ratu i borbi protiv NDH. Oslobodilački pokret je u Hrvatskoj poprimio masovne razmjere, ali je KPH zadržala vodstvo u svojim rukama. Međutim je vodstvo KPH, koje je isticalo hrvatski nacionalni identitet i inzistiralo na većoj samostalnosti Hrvatske u Jugoslaviji bilo smijenjeno od jugoslavenskog vodstva pokreta. Također je komunističko vodstvo na oslobođenom teritoriju, i zatim neposredno po završetku rata, likvidiralo ne samo osobe koje su obnašale dužnosti u državnoj upravi i koje su kolaborirale s okupacijskim vlastima, već i svoje političke protivnike demokratske i antikomunističke orijentacije.

U obnovljenoj Jugoslaviji uspostavljen je jednopartijski sustav u kojem je vlast bila u rukama KP, vojske i policije. Uz formalno federativno uređenje i ravnopravnost nametana

je ideja jugoslavenskog unitarizma koja je služila kao opravdanje za političku i gospodarsku centralizaciju, a prevlast u državi su preuzeli Srbi i Srbija. Hrvati su pritom opterećivani kompleksom ustaša, a manifestiranje hrvatskog identiteta označavano je kao šovinizam i bilo je sankcionirano. Ta je prevlast izazivala otpor i unutar KP, te su se smjenjivali valovi centralizacije i davanja većih ovlasti republikama. God. 1970.–1971. je nacionalni pokret dobio veliki zamah u samoj KPH i izvan nje, ali je bio slomljen. Ustav iz 1974. bio je pokušaj da se elementima konfederalizma osigura opstanak Jugoslavije.

Nakon pada berlinskog zida 1989. i sloma socijalističkog sustava, u Hrvatskoj je ukinut jednostranački sustav a 1990. je na slobodnim izborima KPH izgubila vlast. U Srbiji je jača bila paleokomunistička struja koja se povezala s ekstremnim srpskim nacionalizmom. Ona je nastojala u Jugoslaviji stvoriti veliku Srbiju te je počela u svoje ruke preuzimati organe središnje vlasti. Zbog toga su se u Hrvatskoj težnje za demokratizacijom društva povezale s nacionalnim pokretom koji je nakon pobjede na izborima iznio program konfederalnog preuređenja Jugoslavije.

Intervencija jugoslavenske vojske 1991. i pobuna Srba u Hrvatskoj, koji su se bojali da će izgubiti povlašteni položaj i zastrašeni propagandom iz Srbije o obnovi ustaštva, secesija dijelova u kojima žive Srbi s ciljem stvaranja velike Srbije i planski provođeno »etničko čišćenje«, ujedinili su sav hrvatski pokret, neovisno o stranačkoj pripadnosti. Agresija jugoslavenske vojske zaustavljena je, a sukobi su obustavljeni uz pomoć snaga Ujedinjenih naroda. God. 1991. Sabor je proglasio nezavisnost Hrvatske, za što je pravna osnovica postojala u ustavu iz 1974., a 1992. je Republika Hrvatska dobila međunarodno priznanje i primljena je u Ujedinjene narode. Do 1995. oslobođeni su gotovo svi okupirani teritoriji i stvoreni uvjeti za miran povratak preostalih dijelova. Borba protiv agresije izazvala je emotivni naboj, ali u Hrvatskoj nije bilo organiziranog državnog terora protiv Srba.

U trenutku raspada Jugoslavije 1991. postojao na području Hrvatske i Bosne i Hercegovine raspored hrvatskog, srpskog i muslimanskog stanovništva kakav se u temeljnim crtama oblikovao tijekom dva i pol stoljeća, od sredine 15. do početka 18. st., kada su se preko tih zemalja pomicale granice Turskoga carstva, Habsburške monarhije i Mletačke republike i kada je došlo do iseljavanja hrvatskog stanovništva, naseljavanja selilačkog stočarskog pravoslavnog stanovništva (»Vlaha«) i prijelaza stanovništva na islam. Patrijarhalni mentalitet stanovništva i načelo organiziranja stanovništva prema vjeri (»milet«) u Turskom carstvu ostavili su trajan trag u procesima oblikovanja etnikuma i zatim nacija na čitavom području nekadašnje hrvatske Vojne krajine i BiH.

Pravoslavna je crkva kao »nacionalna« crkva vjerom i istočnim civilizacijskim okruženjem ogradila prostor za oblikovanje srpskog etnikuma, te je hrvatska integracijska jezgra na miješanim područjima Hrvatske i BiH okupila katolike, a srpska pravoslavne stanovnike. U BiH su islamska vjera i elementi vrijednosti preuzeti iz istočnjačkog civilizacijskog okruženja postavili branu integriranju muslimana u hrvatski ili srpski identitet. Oblikovanje BiH u socijalističkoj Jugoslaviji kao zasebne federalne jedinice stvorilo je okvir pogodan za individualizaciju muslimana, što je rezultiralo i njihovim službenim priznanjem kao zasebne nacije pod nazivom Muslimani.

Hrvati i Srbi u nekadašnjoj hrvatskoj Vojnoj krajini, te Hrvati, Srbi i Muslimani u BiH našli su se povijesnim razvojem međusobno uklješteni, a »proces civilizacije« prema

zapadnom modelu, shvaćen kao stavljanje pod kontrolu atavizama i socijalno destruktivnih instinkata, stvarao je pretpostavke za njihov suživot i za rješavanje suprotstavljenih interesa političkim putem. U Srbiji i zatim u srpskoj politici u prvoj jugoslavenskoj državi, bili su izrazito prisutni elementi mentaliteta jugoistočne Europe (»balkanskog« mentaliteta) oblikovanog pod vlašću Bizanta i zatim Turskoga carstva i s njim povezanog shvaćanja o rješavanju nacionalnih problema istrebljivanjem i protjerivanjem stanovništva.

Elementi nezapadnih civilizacijskih vrijednosti prvi put su na tlu bivše Jugoslavije uzeli većeg maha u vrijeme drugog svjetskog rata, kada su se kroz civilizacijsku površinu probili s jedne strane elementi mentaliteta jugoistočne Europe, a s druge strane fašistička ideologija oslonjena na mitove predkršćanske Europe. Ti su elementi otpustili civilizacijske kočnice i omogućili da na površinu izbiju atavistički elementi koji su se manifestirali u zločinima četnika nad Hrvatima i muslimanima, te ustaša nad Srbima. To se događalo prije svega na onim prostorima gdje je civilizacijski sloj bio najtanji, tj. u Hrvatskoj na području nekadašnje Vojne krajine, te u BiH.

Drugi put je do toga došlo u vrijeme raspadanja socijalističkog sustava. Teza o genocidnom karakteru Hrvata lansirana iz Srbije 1986. bila je manifestacija nepovjerenja u mogućnost multikulturalnosti i intelektualni začetak politike srpskog komunističkog rukovodstva koje je, krenuvši u borbu za preuzimanje vlasti u Jugoslaviji putem rušenja političkih institucija, u funkciji takve politike aktiviralo ekstremni srpski nacionalizam i time opet na istim prostorima, kod srpskog stanovništva nekadašnje hrvatske Vojne krajine i u BiH, pokrenulo atavističke instinkte. To je rezultiralo pokoljima i istjerivanjima Hrvata i Muslimana. A zbog uvjerenja u nemogućnost multikulturalnosti srpsko stanovništvo se 1995. samo odlučilo na egzodus iz oslobođenih dijelova Hrvatske i iz krajeva koji su u BiH bili oslobođeni, ili su sporazumom u Daytonu pripali hrvatsko-muslimanskoj federaciji. Tako je na tim prostorima gotovo nestalo dotadašnje izmiješanosti, a nacije su sada teritorijalno razgraničene ili su separirane u uglavnom »čiste« enklave.

Kratkotrajni rat između Hrvata i Muslimana završen je sporazumom u Washingtonu (1994.) kojim je stvorena hrvatskomuslimanska federacija u sklopu jedinstvene BiH, ali oslonjena na Hrvatsku. Oslobođanjem zaposjednutih dijelova Hrvatske i dijela hrvatskih i muslimanskih teritorija u BiH uspostavljena je ravnoteža snaga između Hrvata i Muslimana s jedne i Srba s druge strane, što je omogućilo da u Daytonu dođe do sporazuma o općem prekidu rata u BiH (1995.).

Hrvatska je bila uvučena u rat na Balkanu, ali se nije u nj uključila metodama nametnutog etničkog rata, već kao organizirana država koja je tijekom rata izgradila modernu vojsku zapadnog tipa. Zapadne sile su konačno u Hrvatskoj prepoznale čimbenika koji može u prostor jugoistočne Europe uvoditi zapadne modele. Hrvatska je sporazumima u Washingtonu i Daytonu preuzela ulogu prijenosnika takvih modela među Hrvatima u BiH i općenito u hrvatsko-muslimansku federaciju, gdje jedino ti modeli mogu vratiti odnose sa etničkog rata na razinu političkog razgovora o suprotstavljenim nacionalnim interesima.